

## La dignité c'est la lutte contre toutes les formes de racisme

On ne peut que soutenir les initiatives de lutte contre le racisme. En effet, le discours critique à l'égard des organisations antiracistes ne débouche sur rien d'alternatif sauf à critiquer leur échec sans, bien sûr, ne jamais proposer d'alternative.

La marche pour la dignité et contre le racisme qui n'a réuni qu'une poignée de personnes dans les rues de Paris ce 31 octobre ne doit pas laisser penser que la lutte contre le racisme ne mobilise plus. Comme nous l'avons écrit il y a quelques années sur ce même blog, il y a bien évidemment une crise des organisations antiracistes depuis le début des années 2000. Ces organisations étaient essentiellement ce qu'on appelle aujourd'hui des lanceurs d'alertes, mais elles traquaient le racisme soit sur le plan moral soit sur le plan juridique.

Depuis que certains penseurs réactionnaires ont pu développer leur critique de l'antiracisme à longueur d'émissions de télévision, la notion même d'antiracisme est devenue, comme le « droit de l'homme », un sujet de moquerie, une de ces manifestations modernes du cynisme qui est si tendance.

Mais en moquant l'antiracisme, on augmente l'isolement des personnes qui en souffrent et on renforce ceux pour qui le racisme n'est plus un tabou.

Il est heureux que des militants politiques, associatifs ou syndicaux marchent contre le racisme. Mais il est malheureux qu'ils marchent contre le racisme au côté d'une organisation raciste.

La marche de ce samedi aurait pu rassembler largement si elle n'avait pas dans les organisations qui appellent, un mouvement ultra sur lequel le temps est venu de se pencher.

Le pire de tous, le PIR

Il s'agit du Parti des indigènes de la République (PIR). Ce mouvement vieux d'une dizaine d'années part d'un présumé déjà sujet à caution : Ils veulent lutter contre les discriminations qui cantonnent « les Noirs, les Arabes et les musulmans à un statut analogue à celui des indigènes dans les anciennes colonies : marginalisation politique, stigmatisation de nos cultures et religions (notamment dans les médias), brutalités policières au faciès, discriminations à l'emploi, au logement, à l'école, répression de l'immigration et des habitants des quartiers, etc. Plus généralement, le PIR lutte contre toutes les formes de domination impériale, coloniale et sioniste qui fondent la suprématie blanche à l'échelle internationale. » Voici ainsi résumée la raison d'être de ce mouvement. Donc l'ennemi c'est le Blanc puisqu'il exerce sa « suprématie » et le pro-israélien, puisqu'il exerce sa « domination ». Le fait de préciser « sioniste » pour lutter contre « toutes les formes de domination » est tout aussi clair. S'il s'agit de dénoncer l'occupation de la Palestine par Israël, il n'était pas nécessaire de parler de « domination sioniste ». Mais dans la bouche des pro-palestiniens, « sioniste » sonne comme « fasciste. D'ailleurs, les pro-palestiniens sincères n'emploie pas ce terme car ils n'ont pas de problème avec Israël, mais avec la politique des gouvernements lorsque ceux-ci n'agissent pas en faveur du processus de paix.

Désigner le Blanc et le juif comme ennemi n'est ni plus ni moins du racisme et l'objet ce parti procède d'une forme de révisionnisme ou de relativisme historique qu'il convient de dénoncer.

Dans la France de 2015, expliquer que « les Noirs, les Arabes et les musulmans ont un statut analogue à celui des indigènes dans les anciennes colonies » est une vue de l'esprit. Qu'il y ait en France du racisme et de la discrimination, personne n'en doute, personne ne s'en accomode et il existe des lois qui font du racisme un délit. D'ailleurs, on aime au PIR parler de « racisme d'Etat » sans que jamais cela soit prouvé. De là à considérer que la France de 2015 est comparable à celle de 1931 et des sinistres zoos humains est un mensonge, une insulte pour ces peuples colonisés d'alors et une manipulation grossière. C'est rayer d'un trait de plume tous les combats politiques du mouvement anticolonialiste qui, depuis les années 30, a façonné en France une pensée politique qui a fait évoluer ce pays. Pourquoi une telle radicalité ?

Simplement parce que toute pensée radicale n'existe que sur la base d'un rejet des succès qui déconstruisent la thèse fondamentale : pour formuler qu'il y a des « indigènes » au sens colonial du terme dans la République, il faut nier qu'il n'y a plus d'indigènes et, à termes, cela revient à nier l'idée même de République.

Car qu'est-ce qu'un indigène ? C'est une personne originaire d'une région donnée. Dans le système colonial, ce mot qui a été un terme péjoratif, désigne les autochtones d'une colonie. Leur statut était défini par un ensemble de règles. On peut dire qu'il y avait une discrimination légale car ils n'avaient pas, dans l'ordre social et les représentations culturelles, de statut égal aux colons.

Mais en France, à priori, un indigène c'est celui qui est de France. Et si les militants du PIR étaient conséquents, ils pourraient (re)trouver leurs semblables dans l'indigénat, c'est-à-dire dans les anciennes colonies, en majorité devenus des Etats indépendants dont la relation à la France ne souffre pas tant de complications.

Les Indigènes de la République ne sont pas des défenseurs de la République car ils en contestent l'universalité. Par exemple sur le féminisme qui pour eux est une construction occidentale. Pourtant, il n'est pas certain que l'application radicale et violente de politiques qui nient l'égalité femmes hommes dans certains Etats, ne procèdent nullement des résultats d'une aliénation venue des rapports nord sud !

Par leur racisme antiblanc, ils sont les idiots utiles de l'extrême droite et de la droite radicale qui ont toujours cherché à retourner le combat antiraciste en essayant de faire croire que les Blancs en France souffraient autant du racisme que les autres – banalisant du coup le racisme qui torture et qui tue.

De même, au PIR on est plutôt homophobe. Boutelja a dénoncé « l'impérialisme gay » et d'autres auteurs issus de ce mouvement considèrent que « l'homosexualité n'est pas adaptée aux pays du Maghreb ou d'Afrique »...

Non à la laïcité

Le PIR a aussi un sérieux problème avec la laïcité. Pas sûr que les marcheurs de ce samedi le sachent. Sous la plume de leur passionaria, Houria Bouteldja, on peut lire « nous ne connaissons pas cette séparation radicale entre les églises et l'État, comme nous ne connaissons pas ce type de distinction entre le profane et le sacré, la sphère

publique et la sphère privée, la foi et la raison. Il aura fallu l'avènement de la modernité capitaliste, occidentale et son narcissisme outrancier et arrogant pour universaliser des processus historiques – la laïcité, les lumières, le cartésianisme – géographiquement et historiquement situés en Europe de l'ouest. C'est une spécificité qui s'est auto-déclarée universelle par la force des armes et des baïonnettes. »

Ne lui en déplaise, c'est l'une des bases du contrat social de nos sociétés. Elles garantissent l'égalité entre croyants et non croyants et l'indifférence de l'Etat à l'égard des cultes permet une liberté de conscience qu'aucune religion ne peut garantir. Il suffit de se souvenir de l'Histoire pour trouver des centaines d'exemples. Cette militante énervée ne pourrait livrer son combat dans des pays comme l'Arabie saoudite ou l'Iran. C'est bien grâce aux libertés dont elle jouit sans entraves qu'elle peut développer ses thèses.

S'agissant des attentats de janvier, le PIR joue la carte du « ni-ni ». Il ne dénonce pas le terrorisme, mais il ne se rallie pas non plus à la dénonciation du terrorisme. Pour justifier sa radicalité, il s'est trouvé une troisième voie. Celle des vrais musulmans qui sont pris en tenailles entre les islamistes et le racisme d'Etat. Et de conclure que « les frères Kouachi et Amedi Koulibaly ont été précédés de Khaled Kelkal, Mohamed Merah et Mehdi Nemmouche, tous « musulmans », tous indigènes. La source de leur folie meurtrière ne tarira que lorsque tariront, à l'extérieur, les guerres impérialistes, à l'intérieur, la fracture raciale. »

#### Une radicalité sans débouché

Le PIR fonctionne sur un registre séparatiste. Une tactique qui a échoué dans l'Histoire. Instrumentalisant Angela Davis, ils font semblant d'ignorer que les mouvements identitaires les plus constructifs aux Etats-Unis que furent par exemple les Black Panthers ont lutté dans des logiques unitaires sans désigner le « blanc » comme ennemi, sauf s'il s'agissait d'un flic coupable de bavures. Leurs meilleurs complices dans la lutte contre l'oppression n'étaient alors pas des musulmans radicalisés, mais, des juifs.

Malcolm X qui fut lui aussi un séparatiste acharné lorsqu'il était l'étoile montante de la Nation of Islam a saisi, au terme de son hajj, l'impasse que représentait l'idéologie nationaliste et raciste d'Elijah Muhammad et il a opté pour un discours plus universaliste qui restait néanmoins justement anticolonialiste. Frantz Fanon ou Aimé Césaire, sans parler de Mehdi Ben Barka dont on a célébré cette année le cinquantième anniversaire de la disparition, étaient eux aussi des tiermondistes, anticolonialistes intransigeants sans jamais faire du Blanc notamment quand il est juif leur ennemi.

Le PIR n'a pas pour ennemi que le blanc. Le pire ennemi du PIR est celui ou celle qui démontre par son existence l'invalidité des thèses extrémistes de ce groupuscule.

Ses principaux dirigeants illustrent la variété des origines de ce mouvement qui se situent dans un mouvement « islamophile », proche de la gauche radicale, même si cette dernière – sauf peut-être le NPA, désormais mouvement invertébré – n'en épouse pas toutes les foles. Sadri Khiari est un ancien dirigeant trotskyste tunisien né d'un père musulman et d'une mère juive. Il a milité en France à la LCR où il a reçu sa formation politique. En Tunisie, sur laquelle il a beaucoup écrit, Khiari a gardé du marxisme et du trotskysme leurs analyses et leurs méthodes d'analyses, mais il en fait une lecture « coloniale » ou « décoloniale » dans le langage du PIR, c'est-à-dire qu'il en rejette le point de vue « occidental » ou universel. Au début des années 2000, il écrit à propos de l'islam politique : « il n'y a pas un islamisme comme il n'y a pas un communisme ou une

gauche et que, y compris les courants dont l'histoire s'enracine dans la confrérie des frères musulmans égyptiens et qui gardent à ce jour des attaches très fortes avec elle, sont travaillés par des dynamiques internes puissantes déterminées en particulier dans les spécificités de leur ancrage local et de leurs parcours politiques. Avec son expansion et son enracinement dans des réalités hétérogènes, l'islam politique ne pouvait que connaître d'importantes différenciations très importantes qui interdisent d'en parler comme d'un seul bloc réactionnaire, dépourvue d'historicité. »

Cette invitation à la nuance bienvenue de la part d'un chercheur, laisse songeur dans la bouche d'un militant radical. Et surtout, elle butte sur les faits. Relativiser la nature de l'islamisme par la variété des tendances qui le composent revient à passer sous silence la nature des rapports de forces qui le traversent et qui sont en faveur des franges les plus dures. Ces franges sont en réalité majoritaires, elles prônent une politique inégalitaire et elles ne refusent pas l'action violente. Et oui, le Hamas est bien plus proche d'un bloc réactionnaire que d'un mouvement progressiste émancipateur !

La plus connue, Houria Boutelja, est une franco-algérienne. Elle a cru voir du doriotisme dans la ligne éditoriale de Charlie Hebdo et elle a, pour ainsi dire, approuvé les attaques contre le journal ou au moins, elle les a comprises en considérant que le journal était responsable par ses attaques contre l'islam. Là où n'importe quelle autre organisation aurait porté plainte, cette militante ne refuse pas la confrontation violente. C'est elle qui a invité le curieux mot « souchien » pour moquer la notion de « Français de souche ». La connotation « sous chien » fait écho à autre chose. Elle est devenue la cible facile des associations d'extrême droite comme l'Agrif qui lutte contre « le racisme anti français ».

« Racisme d'Etat et Etat philosémite »

Une des rengaines de ce mouvement c'est la lutte contre le « racisme d'Etat ». Un Etat jugé « philosémite ». Reprocher de « trop aimer les juifs » alors que l'antisémitisme a augmenté dans ce pays ! Le PIR a été fondé en 2005. L'année suivante, on retrouvait le corps torturé d'Ilan Halimi. Cet antisémitisme qui a tué a plusieurs reprises dans le pays aurait pu inspirer aux dirigeants de ce parti une réflexion plus poussée. A moins que pour eux, ce soit un « point de détail ». Pour eux, il faut catégoriser, hiérarchiser. Pour eux le racisme antijuif n'est pas au même niveau que le racisme antimusulman et la mémoire de la Shoah paralyse toute analyse pour décoloniser... Bref, comme l'extrême droite, le PIR racialise le racisme en établissant une échelle de valeurs. Il y aurait à leurs yeux, des racismes plus acceptables que d'autres. En ethnicisant l'antiracisme, le PIR prépare sans le savoir l'étape d'après, une forme de différentialisme qui un jour séparerait cette fois les "indigènes". L'émancipation que promet la gauche c'est justement le dépassement des assignations identitaires. Mon identité "noire, antillaise" ou d'afro-descendant me donne une fierté, mais je ne me résume pas à cela. Je suis curieux des autres et faire vivre ensemble ces cultures, c'est cela la République à condition de lutter pour l'égalité face à l'éducation, au logement ou à l'emploi.

Parler de racisme d'Etat est un de ces abus de langage qui sème la confusion. Peut-on soutenir raisonnablement que la France de 2015 est l'Afrique du Sud des années 60 ou l'Alabama des années 50 ? Peut-on réellement faire croire que Paris 2015 c'est Berlin 1935 ?

L'ANC, même dans sa phase la plus radicale, ne s'est pas transformé en mouvement raciste anti blanc. Au contraire, adossant son combat à une idéologie de gauche qui allait du communisme à la social-démocratie, elle a tenté de penser à la fois l'éducation des

masses aliénées par l'apartheid et la société d'après.

Ah évidemment, parler de racisme d'Etat quand la ministre de la justice est noire et victime d'une violence de la part de la droite et l'extrême droite inédite depuis les attaques de l'Action française contre Léon Blum ce n'est pas valable, puisque Taubira n'est pas dans le bon camp !

Sommes-nous réellement, même, dans la situation de la France des années 70 où crimes racistes en nombre avaient justement incité des jeunes à se lancer dans une Marche pour l'égalité ?

Sans surprise, ils s'en prennent à ceux qui, à gauche comme à droite, « issus de la diversité » sont devenus des dirigeants reconnus dans les grands partis de ce pays. Ils les rejettent, comme ils rejettent des humoristes comme Djamel Debbouze ou Sophia Aram. Ils approuvent même qu'on veuille « symboliquement leur couper le nif » un sévère que le FLN faisait subir à ceux qu'il voulait punir pendant la guerre d'Algérie !

Au final le PIR, qui prétend désormais jouer un rôle politique en envisageant de se présenter aux élections, est une organisation qui nourrit la confusion. Dans leur antiracisme, il y a des priorités. Tous ne se valent pas et les Blancs seront toujours la variable d'ajustement, l'endroit où tombera le dommage collatéral, la cible commode. C'est une universalité contre une autre car si on les suit, il faudrait finalement séparer la France en deux. La ligne de démarcation serait la frontière avec les quartiers populaires où pour entrer, il faudrait montrer « patte blanche » si on peut dire, sachant qu'il existerait toujours une police politique pour traquer tout ce qui aiderait « l'intégration ». En somme c'est Banlieue 13 !

Par leur rejet de la République, leur antisémitisme assumé, leur rejet de toute forme d'intégration dans laquelle chacun pourrait se retrouver citoyen à part entière d'un grand pays qui juge ses enfants non pas à travers leurs identités, mais à travers le beau concept d'égalité, les PIRistes ne nourrissent qu'une seule issue, l'affrontement. Ils veulent aller vers la guerre civile à coup d'analyses faussées et de mensonges éhontés. On ne fait pas de bonne politique en se nourrissant de haine et de ressentiment. Ce qu'ils veulent c'est « la grande séparation ». Un écho au « Grand remplacement » cher à l'extrême droite. Voilà pourquoi, au delà de timides questionnements survenus dans les rangs du NPA ou d'Ensemble, au delà des mises au point du Mrap, toutes bienvenues, il serait juste que la gauche et les écologistes sachent que « marcher séparément, frapper ensemble », mais ça dépend avec qui on marche. Rien dans les idées fondatrices de la gauche alternative ou écologiste ne justifie cette complaisance à l'égard du racisme et cette haine à l'égard de la République.

En guise de conclusion, trois questions : comment les organisations antiracistes traditionnelles peuvent-elles tirer le bilan de 15 ans de crise et adapter leur discours comme leur tactique aux nouvelles formes plus vicieuses du racisme d'aujourd'hui en prenant soin de ne pas en rester à l'injonction morale ou à la judiciarisation, mais en formulant des éléments politiques que les partis de gauche doivent développer ? Comment continuer à démasquer l'imposture qui consiste à résoudre les problèmes des quartiers populaires ou des "minorités culturelles" en inventant un bouc émissaire commode ? Alors même que la disparition "du blanc" ne ferait nullement disparaître les aliénations qui sont dénoncées ?

Enfin, les organisations de gauche radicale et les écologistes qui les suivent ne doivent

pas, sous couvert d'anticolonialisme s'engager dans les causes les plus obscures. Il ne suffit pas de boycotter les groupuscules ou de se méfier des mouvements attrape-tout, il faut au contraire s'y engager pour en sortir les organisations extrémistes car celles-ci n'apportent aucunes réponses sérieuses.

P.S. : ayant écrit ces lignes, mon brevet de Bounty en chef devrait m'être attribué sans tarder avec mention.